



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE2023135-0001 du 15 mai 2023

modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 684 du 4 mars 2004 modifié autorisant la société CUSENIER à procéder à l'extension de ses activités d'élaboration d'apéritifs à base de vins et de spiritueux sur le territoire de la commune de Thuir

Le préfet des Pyrénées-Orientales,

VU le code de l'environnement

VU l'arrêté du 29/09/05 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation;

VU l'arrêté n° 1952 du 11 juin 2001 autorisant la société CUSENIER à poursuivre l'exploitation d'un centre d'élaboration d'apéritifs à base de vins et de spiritueux sur le territoire de la commune de THUIR ;

VU l'arrêté n° 684 du 4 mars 2004 modifié autorisant la société CUSENIER à procéder à l'extension de ses activités d'élaboration d'apéritifs à base de vins et de spiritueux sur le territoire de la commune de Thuir ;

Vu le courrier du 23/01/13 par lequel la SA PERNOD déclare exploiter l'usine de Thuir en lieu et place de la société CUSENIER et le récépissé de changement d'exploitant n°605/13 du 28/01/13 ;

VU la demande adressée par la société PERNOD RICARD France par mail du 09/05/2023, de modification des mesures en cas d'enclenchement du seuil de crise sécheresse ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11/05/2023 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 11/05/2023 afin qu'il puisse faire part de ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 11/05/2023 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que les mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation en eau des sites industriels ainsi que les modalités d'exemptions doivent s'appliquer en cohérence avec les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés cadres départementaux et interdépartementaux ;

Considérant les réductions de consommation d'eau réalisées par l'exploitant de 20 % (en volume) et 27 % ramené à la production lors des 8 dernières années;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour le tableau fixant les mesures d'urgence à mettre en place en cas de sécheresse ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er :

L'article 3.1.1 « Plan d'action en situation de sécheresse » de l'arrêté n° 684 du 04/03/2004 susvisé est modifié comme suit :

Les mesures d'urgence applicables au seuil de crise sont supprimées et remplacées par :

- consommation limitée aux usages économiquement essentiels pour assurer la continuité de l'activité ;
- réorganisation du planning de production pour limiter/supprimer les changements de format ;
- limitation du nombre de lavages des installations à la maille semaine ;
- déprogrammation de volumes planifiés en production et décalage de productions afin de respecter le débit de consommation du niveau de crise ;
- prélèvements limités à 2200 m³/mois au maximum et à 500 m³/semaine en moyenne sur 1 mois.

ARTICLE 2 : délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;

soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

ARTICLE 3 : ampliation

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, la directrice de cabinet du Préfet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à la société PERNOD RICARD FRANCE.

Fait à Perpignan, le **15 MAI 2023**

Le préfet,
Pour le préfet, et par délégation,
Le secrétaire général,

Yohann MARCON